

The 1995 Law Fixing the Various Incentives to Investment in Morocco

[In accordance with the strict application of the Royal Instructions contained in His Majesty's 1995 message to the Prime Minister, this 'Dahir' has defined multiple means to encourage new investment initiatives in Morocco both by Moroccan and by foreign nationals. For further precisions and details about these incentives, as well as for assistance during the preliminary steps of implementation of a new business endeavor in Morocco, you are kindly requested to contact the 'HR Law Firm' at. hr@hassanrahmouni.com]

Charte de l'investissement

(Bulletin Officiel n° 4336 du Mercredi 6 Décembre 1995)

Dahir n° 1-95-213 du 14 joumada II 1416 (8 novembre 1995) portant promulgation de la loi-cadre n° 18-95 formant charte de l'investissement

LOUANGE A DIEU SEUL

Grand Sceau de Sa Majesté Hassan II

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur

Que Notre Majesté Chérifienne

Vu la Constitution, notamment son article 26

A décidé ce qui suit

Est promulguée et sera publiée au Bulletin officiel, à la suite du présent dahir, la loi-cadre n° 18-95 formant charte de l'investissement, adoptée par la Chambre des représentants le 7 joumada I 1416 (3 octobre 1995)

Fait à Rabat, le 14 joumada II 1416 (8 novembre 1995)

Pour contreseing

Le Premier ministre, Abdellatif Filali.

Loi-cadre n° 18-95 formant charte de l'investissement

Titre premier : Objectifs de la charte de l'investissement

***Article Premier :** Sont fixés, conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 45 de la Constitution, les objectifs fondamentaux de l'action de l'Etat pour les dix années à venir en vue du développement et de la promotion des investissements par l'amélioration du climat et des conditions d'investissement, la révision du champ des encouragements fiscaux et la prise de mesures d'incitation à l'investissement ;*

***Article 2 :** Les mesures prévues par cette charte tendent à l'incitation à l'investissement par :*

- la réduction de la charge fiscale afférente aux opérations d'acquisition des matériels, outillages, biens d'équipement et terrains nécessaires à la réalisation de l'investissement*
- la réduction des taux d'imposition sur les revenus et les bénéficiaires*
- l'octroi d'un régime fiscal préférentiel en faveur du développement régional*
- le renforcement des garanties accordées aux investisseurs en aménageant les voies de recours en matière de fiscalité nationale et locale*
- la promotion des places financières offshore, des zones franches d'exportation et du régime de l'entrepôt industriel franc*
- une meilleure répartition de la charge fiscale et une bonne application des règles de libre concurrence, notamment par la révision du champ d'application des exonérations fiscales accordée*

Ces mesures tendent également à : encourager les exportations, promouvoir l'emploi, réduire le coût de l'investissement, réduire le coût de production, rationaliser la consommation de l'énergie et de l'eau et protéger l'environnement .

Titre II : Mesures d'ordre fiscal

Droits de douanes

***Article 3 :** Les droits de douane comprenant le droit d'importation et le prélèvement fiscal à l'importation sont aménagés comme suit :*

- Le droit d'importation ne peut être inférieur à 2,5% ad valorem*
- Les biens d'équipement, matériels et outillage ainsi que leurs parties, pièces détachées et accessoires, considérés comme nécessaires à la promotion et au développement de*

l'investissement sont passibles d'un droit d'importation à un taux minimum de 2,5% ad valorem ou à un taux maximum de 10% ad valorem

Les biens d'équipement, matériels, outillage et parties, pièces détachées et accessoires visés ci-dessus sont exonérés du prélèvement fiscal à l'importation en tenant compte des intérêts de l'économie nationale

Taxe sur la valeur ajoutée

Article 4 : *Sont exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée à l'intérieur et à l'importation, les biens d'équipement, matériels et outillage à inscrire dans un compte d'immobilisation et ouvrant droit à déduction conformément à la législation relative à la taxe sur la valeur ajoutée*

Les entreprises assujetties qui ont acquitté la taxe à l'occasion de l'importation ou de l'acquisition locale des biens susvisés bénéficient du droit au remboursement de ladite taxe

Droits d'enregistrement

Article 5 : *Sont exonérés des droits d'enregistrement les actes d'acquisition des terrains destinés à la réalisation d'un projet d'investissement, à l'exclusion des actes visés au paragraphe a) du deuxième alinéa ci-dessus, sous réserve de la réalisation du projet dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date de l'acte*

Sont soumis à un droit d'enregistrement au taux de 2,5% :

- a) les actes d'acquisition des terrains destinés à la réalisation d'opération de lotissement et de constructions*
- b) les premières acquisitions des constructions visées ci-dessus par des personnes physiques ou morales autres que les établissements de crédit ou les sociétés d'assurances*

Sont soumis à un droit d'enregistrement au taux maximum de 0,50% les apports en société à l'occasion de la construction ou de l'augmentation du capital de société

Participation à la solidarité nationale

Article 6 : *L'impôt de la participation à la solidarité nationale lié à l'impôt sur les sociétés est supprimé*

Toutefois, les bénéfices et revenus totalement exonérés de l'impôt sur les sociétés en vertu des législations présentes ou futures instituant des mesures d'encouragement aux investissements sont passibles, au lieu et place de la participation à la solidarité nationale, d'une contribution égale à 25% du montant de l'impôt sur les sociétés qui aurait été normalement exigible en absence d'exonération

Impôt sur les sociétés

Article 7 :

A- Le taux de l'impôt sur les sociétés est ramené à 35%

B- Les entreprises exportatrices de produit ou de services bénéficient, pour le montant de leur chiffre d'affaires à l'exportation, d'avantages particuliers pouvant aller jusqu'à ans et d'une exonération totale de l'impôt sur les sociétés pendant une période de cinq réduction de 50 % dudit impôt au-delà de cette période

Toutefois, en ce qui concerne les entreprises exportatrices de services, les exonérations et réductions précitées ne s'appliquent qu'au chiffre d'affaires à l'exportation réalisé en devises

C. - Les entreprises qui s'implantent dans les préfectures ou provinces dont le niveau d'activité économique exige un traitement fiscal préférentiel, bénéficient d'une réduction de la date de leur 50% de l'impôt sur les sociétés pendant les cinq premiers exercices suivant exploitation, à l'exclusion des établissements stables des sociétés n'ayant pas leur siège au Maroc, attributions de marchés de travaux, de fournitures ou de services, des établissements de crédit, des sociétés d'assurances et des agences immobilières

D. - Les entreprises artisanales, dont la production est le résultat d'un travail essentiellement manuel, bénéficient d'une réduction de 50% de l'impôt sur les sociétés pendant les cinq premiers exercices suivant la date de leur exploitation, et ce, quel que soit le lieu de leur implantation

Impôt général sur le revenu

Article 8 :

A- Il est procédé à un réaménagement des taux du barème de l'impôt général sur le revenu, le taux d'imposition maximum ne devant pas excéder 41,5%

B - Les entreprises exportatrices de produits ou de services bénéficient, pour le montant de leur chiffre d'affaires à l'exportation, d'avantages particuliers pouvant aller jusqu'à l'exonération totale de l'impôt général sur le revenu pendant une période de cinq ans et d'une réduction de 50% dudit impôt au-delà de cette période

Toutefois, en ce qui concerne les entreprises exportatrices de services, les exonérations et réductions précitées ne s'appliquent qu'au chiffre d'affaires à l'exportation réalisé en devises

C. - Les entreprises qui s'implantent dans les préfectures ou provinces dont le niveau d'activité économique exige un traitement fiscal préférentiel, bénéficient d'une réduction de 50% de l'impôt général sur le revenu pendant les cinq premiers exercices suivant la date de leur exploitation, à l'exclusion des établissements stables des entreprises n'ayant pas leur

siège au Maroc, attributaires de marchés de travaux, de fournitures ou de services, ainsi que des agences immobilières

D- Les entreprises artisanales, dont la production est le résultat d'un travail essentiellement manuel, bénéficient d'une réduction de 50% de l'impôt général sur le revenu pendant les cinq premiers exercices suivant la date de leur exploitation et ce, quel que soit le lieu de leur implantation

E- Le bénéfice des avantages prévus ci-dessus est subordonné à la tenue d'une comptabilité régulière conformément à la législation en vigueur

Amortissements dégressifs

Article 9 : *Sont maintenues pour les biens d'équipement et pendant la période visée à l'article premier ci-dessus, les mesures prévues par la législation relative à l'impôt sur les sociétés et à l'impôt général sur le revenu en matière d'amortissements dégressifs*

Provisions pour investissement en matière d'impôt sur les sociétés et d'impôt général sur le revenu

Article 10 : *Sont considérées comme charges déductibles, les provisions constituées dans la limite de 20% du bénéfice fiscal, avec impôt, par les entreprises en vue de la réalisation d'un investissement en biens d'équipement, matériels et outillages, et ce, dans la limite de 30% dudit investissement, à l'exclusion des terrains, constructions autres qu'à usage professionnel et véhicules de tourisme*

Sont maintenues comme charges déductibles, les provisions constituées par les entreprises minières pour reconstitution de gisements miniers conformément à la législation relative à l'impôt sur les sociétés ou à l'impôt général sur le revenu

Les provisions susvisées utilisées conformément à l'objet pour lequel elles ont été constituées sont reportées sur un compte provisionnel intitulé "provisions d'investissement"

Les montants inscrits dans le compte "provisions d'investissement" ne sont utilisés que :

- par incorporation au capital*
- ou en déduction des déficits des exercices antérieur*

Taxe sur les profits immobiliers

Article 11 : *En vue d'encourager la construction de logements sociaux, est exonéré de la taxe sur les profits immobiliers, le profit réalisé par les personnes physiques à l'occasion de la première cession de locaux à usage d'habitation, sous réserve que la cession n'ait pas un caractère spéculatif et que le logement présente en caractère social*

Impôt des patentes

Article 12 : La taxe variable du principal de l'impôt des patentes est supprimée

Est exonérée de l'impôt des patentes, toute personne physique ou morale exerçant au Maroc une activité professionnelle, industrielle ou commerciale, et ce, pendant une période de cinq années qui court à compter de la date du début de son activité

Sont exclus de cette exonération les établissements stables des sociétés et entreprises n'ayant pas leur siège au Maroc, attributaires de marchés de travaux, de fournitures ou de services, les établissements de crédit, les entreprises d'assurances et les agences immobilières

Taxe urbaine

Article 13 : Sont exonérés de la taxe urbaine les constructions nouvelles, les additions de constructions ainsi que les appareils faisant partie intégrante des établissements de production de biens ou de services, et ce, pendant une période de cinq années suivant celle leur achèvement ou de leur installation

Sont exclus de cette exonération les établissements, entreprises et agences visés au dernier alinéa de l'article 12 ci-dessus, à l'exclusion des entreprises de crédit-bail en ce qui concerne les équipements qu'elles acquièrent pour le compte de leurs clients

Fiscalité locale

Article 14 : En ce qui concerne la fiscalité locale, il est procédé à une simplification et une harmonisation des taux maximum et des assiettes imposables et à leur adaptation aux nécessités de développement et d'investissement

Titre III : Mesures d'ordre financier, foncier, administratif et autres

Article 15 : Ces mesures diverses ont pour objet :

- la liberté de transfert des bénéfices et des capitaux pour les personnes qui réalisent des investissements en devises
- la constitution d'une réserve foncière destinée à la réalisation de projets d'investissement et la définition de la participation de l'Etat à l'acquisition et à l'équipement des terrains nécessaires à l'investissement
- l'orientation et l'assistance des investisseurs dans la réalisation de leurs projets, et ce, par la création d'un organe national unifié
- la simplification et l'allégement de la procédure administrative relative aux investissements

Réglementation des changes

Article 16 : Les personnes physiques ou morales de nationalité étrangère, résidentes ou non, ainsi que les personnes physiques marocaines établies à l'étranger, qui réalisent au Maroc des investissements financés en devises, bénéficient pour lesdits investissements, sur le plan de la réglementation des changes, d'un régime de convertibilité leur garantissant l'entière liberté pour :

- le transfert des bénéfices nets d'impôts sans limitation de montant ni de durée
- le transfert du produit de cession ou de liquidation totale ou partielle de l'investissement, y compris les plus-values

Prise en charge par l'Etat de certaines dépenses

Article 17 : Les entreprises dont le programme d'investissement est très important en raison de son montant, du nombre d'emplois stables à créer, de la région dans laquelle il doit être protégé, de la technologie qu'il assurera le transfert ou de sa contribution à l'environnement, peuvent conclure avec l'Etat des contrats particuliers leur accordant, outre les avantages prévus dans la présente loi-cadre et dans les textes pris pour son application, une exonération partielle des dépenses ci-après :

- dépenses d'acquisition du terrain nécessaire à la réalisation de l'investissement
- dépenses d'infrastructure externe
- frais de formation professionnelle

Les contrats visés ci-dessus peuvent comporter des clauses stipulant qu'il sera procédé au règlement de tout différent afférent à l'investissement, pouvant naître entre l'Etat marocain et l'investisseur étranger, conformément aux conventions internationales ratifiées par le Maroc en matière d'arbitrage international

Fonds de promotion des investissements

Article 18 : Il est créé un compte d'affectation spécial intitulé " Fonds de promotion des investissements " destiné à comptabiliser les opérations afférentes à la prise en charge par l'Etat du coût des avantages accordés aux investissements dans le cadre du régime des contrats d'investissement visés à l'article précédent ainsi qu'aux dépenses nécessitées par la promotion des investissements

Zones industrielles

Article 19 : Dans les provinces ou préfectures dont le niveau de développement économique justifie une aide particulière de l'Etat, celui-ci prend en charge une partie du coût d'aménagement des zones industrielles qui y seront implantées

Article 20 : Chaque zone industrielle, dont l'importance de la superficie le justifie, est dotée d'un comité de gestion composé des utilisateurs de la zone et du promoteur, personne de la publique ou privée, et chargé de veiller à la gestion et à la maintenance de l'ensemble zone, à la surveillance et au maintien de la sécurité à l'intérieur de la zone ainsi qu'à la bonne application des clauses du cahier des charges liant le promoteur de la zone et les utilisateurs

Accueil et assistance des investisseurs

Article 21 : Il est institué un organe administratif chargé de l'accueil, de l'orientation, de l'information et de l'assistance des investisseurs ainsi que de la promotion des investissements

Allègement des procédures administratives

Article 22 : Il est procédé à l'allègement et à la simplification des procédures administratives liées à la réalisation des investissements. Dans tous les cas où le maintien d'une autorisation administrative pour l'octroi d'avantages prévus par la présente loi-cadre s'avère nécessaire, cette autorisation est censée être accordée lorsque l'administration aura gardé le silence sur la suite à réserver à la demande la concernant pendant un délai de soixante jours à compter de la date du dépôt de ladite demande

Dispositions transitoires

Article 23 : Sont maintenus les droits acquis par les investisseurs en ce qui concerne les avantages dont ils bénéficient en vertu des législations instituant des mesures d'encouragement aux investissements, lesquels avantages demeurent en vigueur jusqu'à la durée, et aux conditions, pour lesquelles ils ont été accordés expiration de

Titre IV : Secteur agricole

Article 24 : Les dispositions de la présente loi-cadre ne sont pas applicables au secteur agricole dont le régime fiscal, notamment celui relatif aux investissements, fera l'objet d'une législation particulière

Titre V : Mesures d'application

Article 25 : *La présente loi-cadre sera mise en vigueur conformément aux textes législatifs et réglementaires pris pour son application*

Le gouvernement procède à la présentation des textes législatifs et réglementaires nécessaires à la réalisation des objectifs définis dans la présente loi-cadre à compter de la loi de finances pour l'année 1996

{Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du "Bulletin officiel" n° 4335 du 6 rejeb 1416 (29 novembre 1995)}